



DEMANDE DE CONTROLE DE CONFORMITE DU RACCORDEMENT D'IMMEUBLE AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Demandeur : office notarial propriétaire agence immobilière

Coordonnés pour facturation : nom, prénom, dénomination sociale, adresse

.....
.....
.....

Tél. : **Fax :** **Mail :**

SIRET :

Vos références :

Dossier suivi par :

Propriétaire : nom, adresse, n° téléphone

.....
.....
.....

Contact pour RDV : nom, adresse, n° téléphone

.....
.....
.....

Adresse du bien :

Commune :

Références cadastrales de la parcelle :

Type de bâti : habitation individuelle bâtiment artisanal ou commercial
 collectif autre :

INFORMATIONS IMPORTANTES

TOUTE FICHE INCOMPLETE NE DONNERA PAS SUITE A LA DEMANDE DE CONTROLE

Le RDV pris par téléphone sera uniquement maintenu par réception de cette fiche de demande.

La personne renseignée dans la rubrique « contact pour RDV » doit **impérativement être présente lors du contrôle.**

Pour nous permettre de réaliser le contrôle, **il est nécessaire que l'ensemble des ouvrages soient visibles, accessibles et ouverts le jour de la visite (regards, fosse septique...)**. Si un seul de ces ouvrages ne peut être vérifié, un nouveau rendez-vous sera nécessaire pour permettre et le contrôle des éléments inaccessibles. Il est rappelé que la conformité est établie uniquement sur les points de rejet et ouvrages visibles. En cas d'investigations complémentaires après le contrôle par le propriétaire existant ou futur, la Direction Eau et Assainissement ne sera pas tenue responsable en cas d'existence d'ouvrage ou de point de rejet non visibles et accessible lors du contrôle, rendant le raccordement non conforme.

Montluçon Communauté s'engage à répondre dans un délai de six semaines à compter de la date de réception de la demande.

Le demandeur reconnaît avoir pris connaissance et accepter les conditions d'exécution du contrôle.

Le demandeur s'engage à payer la prestation à réception de l'avis des sommes à payer de 139,60 € TTC*, adressé par le Trésor Public.

*tarif en application de la délibération n°20.758 du conseil communautaire en date du 21 décembre 2020.

Le/...../..... **Signature du demandeur :**